



Le triangle Inde-Tibet-Chine

Revue de l'Inde no 4 – juin 2006

Pendant des siècles, l'Inde et le Tibet ont partagé une quête commune : celle de la recherche intérieure. Au cours du VII^e siècle, le Toit du monde découvre l'enseignement du Bouddha. C'est fut un tournant dans l'histoire du Tibet. La période qui suit voit un flot constant de lamas, d'érudits et de yogis tibétains visiter les grands *viharas* [universités monastiques] de l'Inde, en particulier celles de Nalanda, Odantapuri et de Vikramasila. Après avoir adopté la doctrine de la non-violence, le Tibet est transfiguré ; il ne peut plus vivre que pour et par le dharma du Bouddha. Il est fascinant d'observer les changements produits par la Doctrine sur le peuple tibétain, auparavant un des peuples les plus belliqueux de la terre. Une fois converti à la nouvelle foi, leur puissant et vaste empire se transforme soudainement et devient pacifique. Même s'il ne peut pas recouvrir sa gloire militaire passée, il s'atèle à un autre genre de conquête, celle du soi. Il commence alors à répandre son influence culturelle et spirituelle sur l'Asie Centrale et la Mongolie. La disparition du bouddhisme en Inde aux XII^e et XIII^e siècles a de graves conséquences sur la politique du sous-continent et de l'Asie centrale : bien que le dharma du Bouddha continue à fleurir sur le Toit-du-monde, l'intérêt des lamas pour l'*Aryabhumi*, la terre sacrée [l'Inde], décline rapidement.

La conversion du Tibet a une autre conséquence politique: un Tibet non-violent ne peut plus se défendre lui-même. Il doit donc chercher un patronage extérieur, une assistance militaire qui sauvegardera ses frontières et protégera son Dharma. Cette aide est tout d'abord apportée par les Khans mongols et, plus tard par les empereurs mandchous, lorsqu'ils adoptent le bouddhisme comme religion d'Etat.

Une nouvelle ère voit le jour avec l'arrivée des britanniques en Inde. La relation entre l'Inde et le Tibet, jusque là d'ordre spirituel, prend un tour colonial et économique.

Les fonctionnaires de la Couronne voient le Pays-des-neiges comme l'opportunité de nouveaux marchés et la possibilité d'une zone tampon avec l'empire russe. A cette époque, bien que la Chine soit trop faible pour réagir militairement, elle continue néanmoins à affirmer sa suzeraineté sur le Tibet.

Il y a une centaine d'années, la roue du destin commence à tourner pour les trois nations, lorsqu'un jeune colonel de l'armée britannique, Francis Younghusband entre en juillet 1904 dans la cité de Lhassa. Pour la première fois, on assiste à la collision deux mondes diamétralement à part. À la fin de son séjour dans la capitale tibétaine, Younghusband contraint les tibétains à accepter un accord avec le puissant empire britannique. Par ce traité, signé par le représentant de la Couronne, Londres reconnaît le Tibet comme une nation souveraine.

Mais les choses ne sont jamais simples en politique, et la Chine, le puissant voisin oriental du Tibet, est fort mécontente de n'être pas partie prenante de l'accord. Dix ans plus tard, en mars 1914, désireux de se montrer impartial, Londres convoque une conférence tripartite à Simla pour établir une convention. C'était la première fois que les trois protagonistes principaux siègent à une même table de négociation. Le résultat n'est pas pleinement satisfaisant, car les Chinois, bien qu'ayant participé à la rédaction du document final, ne le ratifient pas.

Quoiqu'il en soit, les britanniques et les tibétains s'accordent sur le tracé d'une frontière commune, qu'ils reportent sur une carte ; la fameuse ligne Mac Mahon est née. Ce traité est toujours en vigueur lorsque l'Inde accède à l'indépendance en août 1947.

La nouvelle république indienne n'a que deux ans lorsqu'une nouvelle dynastie arrive au pouvoir en Chine : la dynastie maoïste. Les dirigeants chinois, comme les indiens, désirent alors rompre avec le passé. En Inde, beaucoup d'intellectuels, pensent que les deux pays, compte tenu d'une expérience coloniale commune, ont un avenir commun. Mais, c'est oublier qu'historiquement l'Inde et la Chine se sont développées sur des lignes différentes : en particulier,

l'Inde n'a jamais eu d'ambition expansionniste. En dépit de la proclamation de deux mille ans d'amitié, les deux nations ont entretenu que peu de contacts, à l'exception de quelques moines téméraires, tels que Huien Tsiang qui, quatorze siècles auparavant, sillonne l'Inde du Nord sur les traces du Bouddha. Un intéressant aspect des relations sino-indiennes est que ces pèlerins nous ont laissé une description minutieuse du sous-continent indien alors que les témoignages indiens sont pratiquement inexistants.

La libération du Tibet

En octobre 1950, un événement va changer le destin des régions himalayennes : Les troupes de Mao entrent au Tibet. Quand Lhasa fait appel aux Nations Unies pour protester contre l'invasion de la Chine, l'Inde, qui a toujours reconnu la complète autonomie du Tibet (« frisant » l'indépendance, selon les mots de Nehru), se fait hésitante. Delhi n'offre aucun soutien à son voisin militairement faible ; Nehru est trop anxieux de jouer un rôle « neutre » dans le conflit coréen. En mai 1951, des représentants du dalaï-lama signent sous la contrainte un accord en 17 points avec la Chine communiste. Pour la première fois en deux mille ans d'histoire, le Tibet n'a d'autre choix que d'accepter de rejoindre la « Mère Patrie ». Néanmoins, l'absorption de la nation tibétaine sous le giron chinois n'est pas immédiatement reconnue par Delhi. L'Inde garde pendant quelques années une mission dans la capitale tibétaine et conserve des relations diplomatiques indépendantes avec Lhasa.

La signature de l'accord de Panchsheel entre l'Inde et la Chine, en avril 1954, marque la fin de la courbe « historique » amorcée par l'arrivée de Younghusband à Lhasa. Alors que les britanniques avaient reconnu le Tibet comme une entité propre, l'accord met fin à son existence distincte. Le Pays-des-neiges devient « la région tibétaine » de la Chine. Le cercle est bouclé, avec d'incalculables conséquences pour l'Inde et pour toute la région. Notons que les tibétains eux-mêmes ne sont pas au courant des négociations en cours.

Le préambule de l'accord contient les fameux Cinq Principes, qui allait devenir le pilier de la politique étrangère de l'Inde pour les années à venir. C'est le début de

la politique *Hindi-Chini Bhai-Bhai* [l'Inde et la Chine sont frères] : l'Inde devient non-alignée. L'accord entérine ainsi le contrôle militaire du Toit-du-monde par l'Armée Populaire de Libération. Sur le terrain, cela se traduit par la construction d'aéroport et de routes se dirigeant vers la frontière indienne du NEFA (aujourd'hui Arunachal Pradesh) et du Ladakh.

Nehru et ses conseillers sont tombés amoureux de la Chine « révolutionnaire » et le Tibet est sacrifié sur l'autel de cette nouvelle fraternité. Néanmoins l'Inde n'obtient aucun avantage pour sa « générosité ». Au contraire, elle perd un voisin paisible et amical. En 1962, les principes s'évaporent au point que les deux géants asiatiques s'affrontent militairement dans les Himalayas. L'Inde paye au prix fort, et plus de cinquante ans plus tard, continue à payer cher, la politique idéaliste de son premier Premier ministre. Pour l'Inde, une autre tragique conséquence de la signature de l'accord de Panchsheel est le refus, par les conseillers de Nehru, de négocier un tracé de la frontière tibéto-indienne, ceci en contrepartie de l'abandon de ses droits, obtenus durant la Conférence de Simla. Les hauts fonctionnaires considèrent ces avantages comme un héritage impérialiste qu'une Inde récemment parvenue à l'indépendance se doit de dédaigner.

Pendant les conversations avec Beijing entre 1951 et 1954, Delhi évite « finement » d'aborder la question des frontières. Cette attitude se retournera contre eux et abouti à un désastre pour l'Inde. Dans son discours concluant la signature des accords, Zhou Enlai félicite les négociateurs d'avoir résolu les problèmes « murs pour une solution ».

Cinquante ans après, la folie de cette politique hante encore une Inde incapable de résoudre ses problèmes frontaliers avec Pékin. Existe-t-il une solution créative et réalisable pour résoudre la question frontalière avec la Chine ? Et y a-t-il un moyen pour l'Inde d'effacer le forfait commis à l'égard du Pays-des-neiges dans les années cinquante ?

La question tibétaine

Une fois la question frontalière résolue, l'Inde sera-t-elle en mesure d'aider le Tibet à retrouver une certaine autonomie dans le cadre de la République Populaire de Chine ?

Le premier pas le plus raisonnable pour Delhi serait de s'assurer que le Tibet regagne une autonomie « authentique ». Il n'y aurait rien d'inamical à l'égard de la Chine de soutenir le Plan en Cinq Points du dalaï-lama qui demande la création, dans la région himalayenne, d'une zone de paix, le respect de l'environnement tibétain et une véritable autonomie pour la région.

De plus, il est dans l'intérêt de l'Inde, comme de la Chine (et de l'Asie), d'avoir un Tibet paisible et démilitarisé (un pont comme le dit Lodi Gyari dans son interview). Cela ne peut qu'aider à désamorcer les tensions dans la région. Beijing bénéficierait grandement d'une détente sur ses frontières occidentales et cela aiderait certainement à « l'émergence pacifique de la Chine ».

En ce qui concerne le statut du Tibet, le dalaï-lama a fait une proposition en 1988 au Parlement Européen. Connue comme « La Proposition de Strasbourg », c'est une continuation du Plan en Cinq Points, présenté un an plus tôt à Washington. Pour la première fois, par cette proposition, le dalaï-lama renonçait à l'indépendance politique pour son pays. *« La totalité du Tibet, connu sous les noms de Cholka-Sum (les Provinces de U-Tsang, Kham et Amdo) doit devenir une entité politique démocratique autonome... en association avec la République Populaire de Chine. »*

Pratiquement, cela signifie que le dalaï-lama ne demande plus l'indépendance. Il accepte que Beijing demeure responsable de la politique extérieure et de la défense. Le futur gouvernement tibétain, en revanche, aurait compétence dans les domaines de la religion, du commerce, de l'éducation, de la culture, du tourisme, des sciences, du sport et autres activités non politiques.

L'administration du dalaï-lama a repris contact avec le gouvernement chinois en septembre 2002. Bien que les premiers entretiens n'aient été guère encourageants, ils ont été suivis par quatre autres cycles de pourparlers [voir interview de Lodi Gyari]. L'absence de confiance réciproque est peut-être le plus

grand obstacle à de rapides progrès. C'est sans doute ici que l'Inde pourrait contribuer positivement.

Beaucoup d'observateurs pensent que si le dalaï-lama pouvait avoir un contact personnel avec Hu Jintao, et s'il ait l'occasion d'exprimer, avec son charme personnel, son désir de trouver une solution « durable », les vieilles rancoeurs et beaucoup de malentendus s'évaporerait. N'oublions pas que lorsque le dalaï-lama se rendit à Pékin en 1954, le Président Mao Zedong lui rendait souvent visite à son hôtel et s'entretenait longuement avec lui de l'avenir du Tibet. Pourquoi le Président Hu Jintao ne pourrait-il pas rencontrer le dalaï-lama à l'ambassade chinoise de Delhi ou ailleurs dans le monde pour discuter librement de la question tibétaine ?

Avec ses bonnes relations avec Beijing, Delhi pourrait être le discret médiateur entre les deux parties. Si l'Inde peut servir d'intermédiaire entre Beijing et Dharamsala, cela rendra sûrement justice aux tibétains et pourrait jeter les bases d'une amitié véritable entre l'Inde et la Chine, retirant ainsi l'épine tibétaine encore plantée dans leurs relations.